

# + Marxistes et démocratie

Les textes présentés dans cette deuxième partie du N° 13-14 de la revue *Ni patrie ni frontières* nous font découvrir le contenu des premiers débats sur la participation aux élections, voire au gouvernement, des partis socialistes ou « révolutionnaires », il y a un siècle. Ils ne donnent qu'une première idée d'un débat sur lequel nous reviendrons dans d'autres numéros.

A la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la social-démocratie se sentait encore obligée de justifier ses choix, car les ouvriers pouvaient percevoir une contradiction flagrante entre sa pratique et le « but final » pour lequel elle prétendait combattre. Aujourd'hui les partis socialistes (et les partis dits communistes) n'ont plus besoin d'expliquer pourquoi ils briguent des sièges au Parlement ou des strapontins dans un ministère. C'est donc maintenant à l'extrême gauche (trotskyste) de reprendre les arguments des réformistes d'hier, comme le montre l'expérience du Parti des travailleurs au Brésil, où un ministre trotskyste est censé s'occuper de la réforme agraire. En Europe, la question ne se pose pas encore sérieusement, au niveau gouvernemental, mais déjà Olivier Besancenot a posé des jalons pour la LCR, puisqu'il a rappelé à plusieurs reprises que son organisation n'était pas opposée à participer à un « gouvernement vraiment anticapitaliste ». Il suffira demain d'enlever le « vraiment » et le « anti », et la LCR pourra nous jouer le même tour que ses camarades brésiliens.

L'intérêt des textes ci-dessous est qu'ils expliquent de manière chimiquement pure, sans fioritures inutiles, ce qui se cache le plus souvent derrière la participation aux élections et bien sûr à un gouvernement. On peut toujours rêver (ou imaginer) une autre façon de participer à une élection (l'Internationale communiste préconisait de se présenter aux municipales pour mettre les finances locales en faillite, dans une situation prérévolutionnaire en appelant les ouvriers à former des soviets et des milices de quartier), mais force est de constater que jusqu'aujourd'hui les révolutionnaires qui se présentent aux élections n'ont guère fait d'étincelles...

## *Les deux méthodes*

Ce célèbre débat entre Jaurès et Guesde s'est tenu peu de temps après le déclenchement de l'Affaire Dreyfus, durant laquelle certains anarchistes se montrèrent nettement plus courageux et clairvoyants que les pseudo-marxistes « orthodoxes » à la Jules Guesde.

Mais l'intérêt du discours de Jaurès est ailleurs : il montre comment les sociaux-démocrates savent enrober de belles phrases ronflantes leur capitulation devant la bourgeoisie, au nom de la défense de la démocratie ou de la République, menacée (à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle !) par le « retour du féodalisme » ou de l'Eglise au pouvoir, par le fascisme dans les années 1920-1940 et demain par de nouveaux périls réels

ou imaginaires (rappelons-nous du vote Chirac en 2002, vote censé barrer la route au fasciste Le Pen, vote soutenu par une partie de l'extrême gauche et des anarchistes).

C'est ainsi que Jaurès, cohérent dans son réformisme viscéral, déclare : « nous soutenons un ministère contre les autres, plus mauvais, qui voudraient le remplacer ». Pour lui la classe ouvrière est la « tutrice des libertés bourgeoises » (comme si la bourgeoisie était trop immature pour juger de ce qui lui convient), elle doit « contrôler le mécanisme de la société bourgeoise » ! Il faut donc se fier au « bon sens révolutionnaire du peuple » (le « bon sens » est, comme on le sait, l'antichambre de toutes les platitudes) et les socialistes ne doivent pas hésiter à briguer le poste de maire, quitte à utiliser la police...pour la bonne cause !

Ce qu'il y a d'intéressant dans le plaidoyer de Jaurès, c'est qu'il prend à bras-le-corps toutes les objections qu'on pourrait lui opposer et y répond avec un cynisme inégalable tout en terminant son exposé par un vibrant « Je suis un révolutionnaire » ! Qu'on se le dise !

La social-démocratie (et en partie ses fractions dites « de gauche ») trouve toujours de bons arguments pour retarder indéfiniment l'affrontement avec l'État, conclure des alliances avec des partis bourgeois et participer à des gouvernements d'union nationale, de Front populaire, ou d'Union de la gauche. Et le fait que certains de ses dirigeants « de gauche » connaissent bien la rhétorique marxiste ne les rend que plus aptes à mystifier des travailleurs sincères et bien sûr tous les militants d'extrême gauche qui cherchent à s'attirer leurs bonnes grâces, qu'il s'agisse de l'inexistante « gauche socialiste » française ou des staliniens relookés de Rifondazione comunista en Italie

On notera que dans la longue polémique entre Guesde et Jaurès à propos de l'affaire Dreyfus, le mot « antisémitisme » n'est prononcé qu'une seule fois, quand Guesde rappelle le jugement de Liebknecht, dirigeant de la social-démocratie allemande, selon lequel Jaurès aurait « apporté de l'eau au moulin de l'antisémitisme ». Souvent entendu dans la bouche de militants d'extrême gauche aujourd'hui quand on leur demande s'ils s'inquiètent de l'antisémitisme actuel en France, cet argument circulait déjà il y a un siècle pour justifier une « neutralité » irresponsable dans l'Affaire Dreyfus. Rien ne se perd, rien ne se crée, la veulerie politique se transforme...

La réponse de Guesde à Jaurès se situe dans le domaine de la pure rhétorique et c'est à ce titre qu'elle est utile pour comprendre la situation actuelle. Guesde invoque le combat « classe contre classe » (expression que l'Internationale stalinienne videra elle aussi de son contenu entre 1927 et 1934 ce qui permettra, entre autres, la prise du pouvoir par le parti nazi en Allemagne), la « Révolution » et autres grands mots, mais en fait il ne propose rien de vraiment différent que son adversaire. Le radicalisme verbal guesdiste fait penser au radicalisme verbal (intermittent) de l'extrême gauche face au PC, au PS et au mouvement altermondialiste. Beaucoup de bruit pour rien...

*Le socialisme et le parlementarisme*, de Paul Lafargue, dirigeant censé tout comme Guesde, être plus à gauche que les socialistes partisans de la participation à un gouvernement bourgeois, nous présente en partie les mêmes arguments que ceux de l'extrême gauche pour justifier sa participation aux élections en 2005. Le Parlement constituerait une « tribune » qui permettrait d'éduquer les masses et de « battre » les représentants de la bourgeoisie au cours de « débats contradictoires ». Depuis 20 ans qu'Arlette Laguiller, Alain Krivine et maintenant Olivier Besancenot fréquentent les plateaux de télévision, pas une seule fois l'un de ces « révolutionnaires » n'a eu la possibilité d'exposer si brillamment ses idées qu'il ait réussi à ébranler significativement les travailleurs réactionnaires ou réformistes. Et pourtant ils continuent à s'exhiber sur les petites lucarnes, y compris aux côtés des plus sinistres pitres de la télévision, tel Besancenot chez Ardisson, entre un sportif sur la pente descendante et un grand patron sorti de taule, ou une actrice de films porno et une « chanteuse » de la Star Ac'.

Paul Lafargue dévoile l'ambiguïté de sa pensée quand il explique que la « crainte des électeurs » poussera les députés de droite à accepter des « réformes ouvrières » (vieux lune réformiste !) ou qu'il faut accorder des subventions aux patrons « qui traitent convenablement leurs ouvriers » (!). On voit donc que rien de fondamental ne le sépare de la « droite » socialiste » de l'époque, simplement l'idée qu'il faut « commencer légalement l'expropriation de la classe capitaliste », phrase creuse qui n'engageait et n'engage à rien.

*Légalité et révolution* polémique contre deux adversaires : les journaux bourgeois qui prétendent que les socialistes sont devenus parlementaristes, et les anarchistes qui prônent la grève générale. On sent toute la gêne de Jules Guesde face aux compliments que lui adresse la réaction et aux critiques des éléments les plus radicaux de l'époque. Et il est significatif que Guesde fasse un parallèle systématique

entre les méthodes des révolutions ou des coups d'État bourgeois, bonapartistes ou monarchistes et celles de l'hypothétique révolution socialiste future. Il est clairement dans un registre défensif, qui n'a guère changé depuis un siècle : il ne voit qu'une différence purement formelle entre révolution bourgeoise et révolution sociale, et résume la question de l'exploitation capitaliste au simple antagonisme entre « salariés » et « possédants », à la simple abolition de la propriété privée des moyens de production.

*Il y a réforme et réformes* d'Anton Pannekoek est un texte plutôt décevant quand on connaît les textes ultérieurs de ce militant et théoricien des conseils ouvriers. « Après la révolution, le prolétariat agira dans son propre intérêt, en faisant agir pour lui-même la machine d'État », écrit-il. Mais les limites mêmes de cet article sont celles du mouvement ouvrier de l'époque, dont les représentants les plus radicaux, dans le camp marxiste, n'avaient pas une conception claire de la destruction de l'État.

Y.C.